

## **PARAGUAY**

République du Paraguay

CAPITALE : Asunción

SUPERFICIE : 406 752 km<sup>2</sup>

POPULATION : 5 089 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT et du GOUVERNEMENT : Raúl Cubas Grau, remplacé provisoirement par Luis Ángel González Macchi le 28 mars

LANGUES OFFICIELLES : espagnol, guarani

PEINE DE MORT : abolie

# **PARAGUAY**

**La crise politique qui secoue depuis longtemps le pays a pris une nouvelle dimension en mars avec l'assassinat du vice-président Luis María Argaña et la mort d'au moins sept manifestants. Selon certaines informations, la police aurait entravé les enquêtes judiciaires ouvertes sur ces affaires. L'équité des procédures engagées contre diverses personnes était par ailleurs source de préoccupation. Comme les années précédentes, on a signalé des cas de torture ou de mauvais traitements infligés à des suspects de droit commun, un recours excessif à la violence par les forces de sécurité lors d'opérations d'expulsions de paysans, l'enrôlement illégal de mineurs dans les forces armées et la mort inexpliquée de jeunes appelés.**

### **Contexte**

Le président Raúl Cubas Grau a donné sa démission en raison de l'indignation générale suscitée par l'assassinat, au mois de mars, du vice-président Luis María Argaña et la mort d'au moins sept manifestants. Luis Ángel González Macchi a prêté serment et l'a remplacé à la tête d'un gouvernement de coalition.

La crise institutionnelle qui a débouché sur les événements de mars remontait à 1998, lorsqu'un tribunal militaire extraordinaire a condamné l'ex-général Lino Oviedo, candidat à l'élection présidentielle, à dix ans d'emprisonnement pour une tentative de coup d'État perpétrée en 1996. L'élection présidentielle a été remportée par le candidat à la vice-présidence choisi par Lino Oviedo, Raúl Cubas, lequel a immédiatement ordonné sa libération. Jugeant cette initiative inconstitutionnelle, la Cour suprême a toutefois ordonné que Lino Oviedo soit de nouveau arrêté. Le président Cubas a refusé d'exécuter cette décision. Une coalition formée par des partis d'opposition et une section du parti au pouvoir, le *Partido Colorado* (Parti Colorado), dirigée par le vice-président Argaña, a alors lancé une procédure de mise en accusation du président Cubas en vue de sa destitution. Début 1999, le climat politique s'est rapidement détérioré avec l'avancée des préparatifs pour la mise en œuvre de cette procédure. Selon de nombreuses informations, Lino Oviedo s'appêtait à prendre le pouvoir par la force.

### **Les homicides du mois de mars**

Le 23 mars, le vice-président Argaña et son garde du corps ont été abattus à Asunción par des hommes armés. Dans la crise qui a suivi, la procédure de mise en accusation du président Cubas a été engagée en séance parlementaire. Les 26 et 27 mars, des partisans de Lino Oviedo qui cherchaient à empêcher les débats ont ouvert le feu sur des manifestants venus apporter leur soutien au Parlement et exiger la démission du président Cubas. Au moins sept manifestants ont été tués et plus de 100 autres blessés. Des témoins oculaires ont certifié que des policiers avaient aidé les attaquants et que certains avaient tiré sur les manifestants.

Le président Cubas a démissionné et s'est enfui au Brésil. Lino Oviedo, accusé d'avoir été l'instigateur des violences, a trouvé asile en Argentine. En décembre, il a été contraint de se cacher, le nouveau gouvernement argentin ayant annoncé son intention de révoquer son statut de réfugié.

### **Enquêtes sur ces homicides**

Des enquêtes distinctes ont été ouvertes sur l'assassinat du vice-président Argaña et de son garde du corps, et sur les homicides commis devant le Parlement. La première a donné lieu à diverses arrestations et suscité d'intenses controverses, particulièrement au sujet de la fiabilité des témoignages. Selon de très nombreuses allégations, l'affaire aurait été manipulée par les médias et les hommes politiques. En novembre, quelques-unes des personnes initialement accusées des meurtres ont été libérées sous caution, tandis que les autorités judiciaires demandaient l'arrestation de suspects nouvellement identifiés.

À la suite de la fusillade devant le Parlement, de très nombreuses personnes ont été arrêtées, dont le chef de la

### **Commission d'enquête bicamérale**

Les deux chambres du Parlement ont créé une commission chargée d'enquêter sur les événements du mois de mars. Cette enquête, qui n'avait pas le rang d'information judiciaire, a donné lieu, en octobre, à la production d'un rapport condamnant Lino Oviedo et ses partisans. Le parti pris apparent de ce document et son éventuel impact négatif sur la poursuite des procédures judiciaires contre les accusés, ainsi que la manière dont il a contribué à entretenir un climat de persécution politique contre les personnes ayant manifesté leur soutien à Lino Oviedo ou au président Cubas, constituaient autant de sujets de préoccupation.

### **Torture et mauvais traitements**

Comme les années précédentes, des informations ont fait état d'actes de torture et d'autres mauvais traitements infligés à des mineurs dans les prisons et les postes de police.

✓ Fin décembre, des informations judiciaires ont été ouvertes après que 23 prisonniers détenus dans la prison pour hommes de Ciudad del Este eurent porté plainte contre le directeur de la prison pour torture et mauvais traitements. Il aurait en effet ordonné aux gardiens de rouer les détenus de coups pendant une demi-heure. Le directeur de la prison d'Emboscada, où les détenus auraient été immédiatement transférés à la suite de cet épisode, aurait confirmé qu'ils portaient des marques de sévices graves.

### **Litiges fonciers**

De nombreux cas de harcèlement, de manœuvres d'intimidation et d'agressions de paysans dans le cadre de litiges fonciers ont été signalés. Aucune enquête ni mesure de la part des autorités pour traduire en justice les auteurs de ces actes n'aurait été entreprise, selon les informations recueillies.

✓ En avril, Arnaldo Delvalle, un paysan de Puerto Indio (département du Alto Paraná), aurait été torturé puis abattu sur l'ordre d'un propriétaire terrien de la région, qui bénéficiait du soutien de la police locale.

✓ Au mois de novembre, lors de la violente expulsion de plus de 1 000 paysans qui occupaient des terres dans le district du General Resquín (département de San Pedro), la police aurait tué par balle Crescencio González et blessé neuf autres paysans.

### **Recrutement dans les forces armées**

Les cas de recrutement forcé, illégal et arbitraire de jeunes, dont des mineurs, dans les forces armées étaient moins nombreux que les années précédentes. Cependant, l'enrôlement de mineurs par des moyens de coercition restait la principale méthode de recrutement, en violation tant du droit interne que des normes internationales. Plusieurs cas de mauvais traitements infligés à des conscrits ont été signalés. Quatre sont morts dans des circonstances inexplicables en 1999. Les autorités continuaient de ne pas mener des enquêtes en bonne et due forme sur ces affaires.

✓ En avril, Marcial Torres, dix-sept ans, qui accomplissait son service dans la police nationale, serait mort après avoir été passé à tabac par son supérieur.

### **La Commission interaméricaine des droits de l'homme**

Les autorités n'ont pas respecté deux engagements explicites pris envers la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Premièrement, les jeunes incarcérés dans la prison pour mineurs Panchito López auraient dû être transférés dans de nouveaux locaux ; or ils étaient toujours détenus dans des conditions qui s'apparentaient à un traitement cruel, inhumain et dégradant. Deuxièmement, le Parlement n'a toujours pas nommé un médiateur, alors qu'il s'y est engagé depuis longtemps. En juillet, à la suite d'une visite au Paraguay, la Commission a émis un communiqué de presse contenant des recommandations d'envergure.

### **Visites d'Amnesty International**

Des délégués d'Amnesty International se sont rendus au Paraguay au mois d'octobre et ont rencontré divers représentants de l'État, dont le président.

### **Traités ratifiés ou signés en 1999**

Protocole à la Convention américaine relative aux droits de l'homme traitant de l'abolition de la peine de mort.

### **Pour en savoir plus Déclaration publique**